



RÉSOLUTION DU CONSEIL DU PARTI SOCIALISTE SUISSE SUR LA DÉBÂCLE DU CRÉDIT SUISSE

Une fois de plus – pour la deuxième fois en 15 ans – la Confédération a dû sauver une grande banque. Cette fois, l'ampleur du sauvetage est décuplée : le week-end dernier, Credit Suisse (CS) a dû être soutenu par la Banque nationale suisse (BNS) et la Confédération à travers un montant exceptionnel de 259 milliards de francs. La reprise de CS par UBS crée une nouvelle banque monstre avec les risques qui en découlent, et fait grandir la menace de nouvelles crises. C'est un danger aussi bien pour notre économie que pour la démocratie.

Le Conseil de parti du PS Suisse du 24 mars 2023 à Olten demande au Groupe socialiste aux Chambres fédérales ainsi qu'à la Présidence du PS Suisse de s'engager en faveur des objectifs suivants, selon le papier de position du parti de 2009 relatif à l'avenir des marchés financiers¹ :

- Les crédits supplémentaires demandés au Parlement ne doivent être approuvés qu'à certaines conditions. Au minimum, les managers fautifs doivent restituer les bonus excessifs qu'elles et ils ont encaissés. En outre, le PS Suisse exige des garanties pour les collaboratrices et collaborateurs.
- Le PS Suisse s'engage pour le maintien des postes et un bon plan social pour les employé-es de CS comme d'UBS. Les solutions à cette crise ne doivent pas se faire sur le dos des employé-es. Le PS Suisse soutient les revendications de l'Union syndicale suisse et de l'Association suisse des employés de banque.
- Il faut empêcher la fusion entre UBS et CS pour en faire une banque monstre, qui nuirait à la démocratie. A minima, les activités nationales de Credit Suisse doivent être retirées de la nouvelle banque le plus rapidement possible.
- Même si la nouvelle banque monstre ne devait exister que temporairement, elle doit être contrôlée par les pouvoirs publics. C'est la seule manière de réduire autant que possible les risques pour la démocratie et la population.
- Le PS Suisse exige la mise en place immédiate d'une Commission d'enquête parlementaire (CEP). Les responsabilités et les processus à tous les niveaux doivent être analysés en détail, la lumière doit être faite sur les lacunes de la législation existante. Il faut également se demander si une nationalisation de Credit Suisse ne serait pas une meilleure alternative à la solution actuelle et si une telle nationalisation pourrait encore être obtenue.
- Il faut prendre des mesures pour réorganiser fondamentalement la place bancaire suisse. Une limitation de la taille des banques est nécessaire. Il faut en outre examiner

¹ <https://www.sp-ps.ch/artikel/zukunft-der-finanzmaerkte/> [en allemand]

des réglementations qui limitent autant que possible la spéculation et les activités inutiles des banques pour l'économie. Si nécessaire, le PS Suisse examinera également la possibilité d'une initiative populaire.

- Le PS Suisse exige en outre que les banques dont l'importance économique est telle que la réglementation « *too big to fail* » s'applique à elles ne puissent plus utiliser de systèmes de rémunération qui encouragent la prise de risques excessifs.
- Le PS Suisse s'engage pour qu'après tous les milliards de cadeaux fiscaux accordés aux entreprises – et maintenant au sauvetage du CS –, ce soit enfin au tour des personnes et de l'environnement de recevoir quelque chose. En premier lieu, le pouvoir d'achat de la population doit être renforcé. Pour cela, il faut d'urgence des mesures contre l'explosion des primes d'assurance-maladie, des loyers toujours plus élevés, ainsi que des retraites dignes et des salaires équitables. Et les grandes banques doivent également apporter leur contribution à la lutte contre la crise climatique. Leur activité commerciale doit être conforme aux objectifs et accords internationaux dans les domaines du climat (Accord de Paris), du développement durable (ODD) et de la biodiversité.

Déposé par le PS Zurich le 23 mars 2023